

Les sénateurs demandent 1 milliard d'euros pour l'agriculture et l'agroalimentaire

Franck Montaugé est l'un des rapporteurs de cette commission



Les sénateurs demandent 1 milliard d'euros pour l'agriculture et l'agroalimentaire

Les sénateurs demandent 1 milliard d'euros pour inclure l'agriculture et l'agroalimentaire dans le plan de relance de l'économie française

Après un rapport qui formulait, mi-avril, quinze propositions adressées au Gouvernement pour venir en aide aux agriculteurs (lire ici), la cellule de suivi « Agriculture et alimentation » [1] de la commission des affaires économiques du Sénat dont le sénateur Franck Montaugé est l'un des quatre rapporteurs vient de tirer un premier bilan de la crise.

Dans cette note les sénateurs enjoignent le Gouvernement d'adopter, de toute urgence, un plan de relance pour un secteur exemplaire mais pas épargné par la crise. Avec douze recommandations, la cellule dessine les quatre piliers devant guider cette relance :

- accompagner la sortie de crise des agriculteurs et des industriels,
- investir pour accélérer les transitions,
- mobiliser la commande publique pour favoriser l'origine France
- faire de la politique agricole commune un instrument au service de la résilience du continent.

Dans la mesure où de nombreux pays ont mis en place des plans de relance spécifiques pour leur agriculture, il serait incompréhensible que la France ne le fasse pas. L'absence d'un tel plan de relance accroîtrait le différentiel de compétitivité entre les États, faisant automatiquement perdre des parts de marché à la ferme France et l'exposant à une dépendance plus forte aux importations.

Le sénateur Montaugé rajoute: « C'est justement ce qu'il faut éviter pour être plus résilient. Si ces aides sont octroyées partout dans le monde, même dans des pays européens comme les Pays-Bas, l'Italie ou la Pologne, pourquoi en priverait-on les agriculteurs français ? » Il en va surtout de la survie de nombreuses productions ancrées dans nos territoires. L'agriculture n'est pas sortie indemne de la crise.

Dans le Gers, les filières du gras, de la viticulture et de l'horticulture ont été mises à rude épreuve

Les enjeux économiques et sociaux du redressement restent considérables. Les productions de fromages sous signes de qualité, de volailles, de pommes de terre ont accusé des reculs majeurs d'activité en l'absence de débouchés, notamment dans la restauration. Les produits agricoles étant périssables, des quantités importantes ont été données, dévalorisées ou détruites. Les exploitants ont donc dû supporter des charges sans aucune recette.

La cellule propose, à cet égard, un mécanisme de compensation inspiré d'exemples étrangers. La relance doit aussi permettre d'accélérer l'évolution déjà en cours de notre modèle agricole. Le moment est une occasion unique, d'une part, de valoriser l'origine France, notamment en remettant la commande publique au cœur d'un dispositif de relance qui doit offrir des débouchés aux producteurs locaux et, d'autre part, d'accélérer les transitions environnementales, en favorisant l'innovation par des aides aux investissements.

[1] La cellule « Agriculture et alimentation » est pilotée par MM. Laurent Duplomb (Les Républicains – Haute-Loire), Franck Montaugé (Socialiste et républicain – Gers), Bernard Buis (La République en marche – Drôme), et Franck Menonville (Les Indépendants – Meuse).